

Amina : être femme en Afrique

Autor(en): **Käppeli, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **76 (1988)**

Heft [2]

PDF erstellt am: **11.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278575>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Amina : être femme en Afrique

Amina, c'est le magazine de la femme africaine francophone. A découvrir pour comprendre une réalité très différente de la nôtre.

Amina a publié en 1987, son 200^e numéro, c'est-à-dire qu'elle compte plus d'une quinzaine d'années d'existence. Ce magazine contient un mélange de rubriques diverses qui essaient de répondre autant aux besoins de divertissement de ses lectrices qu'à leurs besoins d'information sur la politique, le travail ou la culture. La publicité y est séduisante, dominée par les grandes entreprises de cosmétiques, les brasseries et les compagnies aériennes, qui connaissent toutes l'importance économique des femmes en Afrique de l'Ouest.

Nous avons pu rencontrer à Paris, siège de la publication, le directeur général d'Amina, Michel de Breteuil, et sa rédactrice en chef, la Sénégalaise Assiatou Diallo.

FS : Comment le journal est-il né ?

M. de Breteuil : Dans les années septante, nous avons commencé d'abord à publier une série de romans-photos, repris des Anglais qui en diffusaient au Kenya. Une histoire d'infirmière a eu le plus grand succès et avec elle nous avons gagné le lectorat féminin.

Le magazine a toujours gardé une partie roman-photo et a augmenté peu à peu les colonnes d'informations féminines nationales et locales. Depuis trois ans, nous publions une seule édition, vendue à travers toute l'Afrique Noire par le système de diffusion officiel de la presse. Nous avons un réseau de correspondants permanents qui couvrent le Sénégal, le Bénin, le Gabon, le Congo et la Côte d'Ivoire.

FS : Quelles sont d'après vous les questions féministes les plus intéressantes en Afrique francophone ?

A. Diallo : Il faut retenir que le féminisme européen n'a pas de prise en Afrique Noire. Mais si nous entendons par féminisme la défense des droits de la femme, nous pouvons remarquer qu'au Sénégal, les femmes s'affichent indépendamment du parti, contrairement aux associations féminines officielles des partis politiques dans la plupart des autres pays de l'Afrique francophone. Les femmes ne s'identifient pas en premier lieu à des problèmes spécifiquement féminins. Ce sont les questions liées à la survie et au sous-développement



qui les préoccupent avant tout. Longtemps, des questions telles que le viol furent mises sur le dos du diable — mais maintenant, les femmes commencent à parler de ces sujets tabous et à identifier les problèmes.

FS : Que pensez-vous de la Décennie de la Femme de l'ONU ?

A. Diallo : Ce n'était pas suffisant, mais il y a quand même eu des acquis : les gouvernements africains ont été obligés de présenter un bilan. Quelques subventions ont été obtenues pour des réalisations féminines. Mais depuis que la Décennie est terminée, ces fonds s'épuisent et les femmes se trouvent de nouveau devant des problèmes insolubles.

Pourtant, il y a des changements à enregistrer du côté des femmes elles-mêmes qui se lancent dans la conquête économique. Au Cameroun, par exemple, il existe une association de femmes d'affaires avec 300 membres. Les femmes traditionnellement responsables du commerce de détail se lancent dans le grand commerce et s'avancent sur le terrain des fournisseurs. Elles font tout pour s'implanter sur le marché du travail.

FS : En quelque sorte, la modernité permet une cassure des rôles traditionnellement féminins ?

M. de Breteuil : L'attitude des jeunes femmes en Afrique est très significative. Elles disent : « Puisqu'un mec a fait ça, il n'y a pas de raison, que nous ne soyons pas capables de le faire. » Les femmes se sont fait leur trou dans beaucoup de métiers manuels. L'on rencontre facilement des femmes garagistes, chefs de chantier, etc. Il n'y a pas de métiers d'homme, il y a des métiers tout court.

A. Diallo : C'est en effet une question de survie. Nous avons sur notre dos à la fois les inconvénients de la tradition et ceux de la modernité et il faut jongler avec les deux. Il n'est pas rare qu'avec un salaire il faille nourrir une famille de 25 personnes. Alors les femmes doivent trouver des moyens pour vivre. Pas seulement celles qui ont été à l'école. Egalement celles que l'on appelle « non-alphabétisées » cherchent comment elles peuvent être créatives et dans quel secteur elles peuvent se lancer pour faire des sous.

FS : Quelle est la situation de la presse féminine en Afrique francophone ?

A. Diallo : Au contraire des pays anglosaxons, où il existe une tradition journalistique plus poussée, à part Amina, la presse féminine est pratiquement inexistante en Afrique francophone ; tout simplement parce qu'un magazine est considéré comme un luxe et les hommes d'affaires n'investissent pas dans ce secteur. Nous connaissons des journaux financés par des fonds publics, comme ceux des Ministères de la condition féminine qui sont alors les porte-paroles des gouvernements. L'on peut également trouver des pages féminines dans quelques journaux locaux.

En matière de télévision et de radio, il se passe beaucoup plus de choses. En Côte d'Ivoire par exemple, il y a trois émissions féminines très écoutées. Et le personnel féminin est très important dans ces deux médias.

*Propos recueillis par
Anne-Marie Käppeli*

Adresse de la rédaction-administration :
Amina, 11, rue de Téhéran, Paris 75008.